

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 22/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **THEVENIN ET DUCROT DISTRIBUTION**

7 Rue du Point du Jour  
BP 91  
21800 Chevigny-Saint-Sauveur

Références : 20231214-RAP-THEVENIN-DUCROT\_AR\_POI-GEORISQUES  
Code AIOT : 0006104310

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement THEVENIN ET DUCROT DISTRIBUTION implanté ZI LA BOTTIERE 73410 Entrelacs. L'inspection a été annoncée le 08/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THEVENIN ET DUCROT DISTRIBUTION
- ZI LA BOTTIERE 73410 Entrelacs
- Code AIOT : 0006104310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société THEVENIN ET DUCROT exploite un site de stockage et de distribution de fioul domestique (FOD) et de gasoil (GO) sur le territoire de la commune d'ENTRELACS. Les installations exploitées par la société THEVENIN et DUCROT relèvent du régime SEVESO seuil bas au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce site dispose de 5 réservoirs verticaux et aériens utilisés pour le stockage de liquides inflammables.

Ces bacs sont regroupés dans deux cuvettes de rétentions. Un bac est associé à la cuvette n°2 et tous les autres bacs sont associés à la cuvette n°1.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- POI dans les sites Seveso Seuils Bas
- Suites de la visite d'inspection du 14/03/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19 - 2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Maintenance et test des émulseurs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37	Susceptible de suites	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Présence d'un POI et test	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea	/	Sans objet
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, ar-	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(en)t été donnée(s)	Autre information
		ticle 69		
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	/	Sans objet
4	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
5	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	/	Sans objet
6	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
7	Moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	/	Sans objet
8	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1 et 47 – 2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38 et 39	Susceptible de suites	Sans objet
11	Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 3 – 9	Susceptible de suites	Sans objet
12	Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 4	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant tient un POI à jour (dernière mise à jour décembre 2021). Le POI est régulièrement testé sur le terrain, notamment par la réalisation d'exercices de mise en situation des opérateurs. Certains points du POI devront être précisés ou intégrés à la prochaine mise à jour conformément à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Les tests du POI doivent être étendus aux autres cellules du poste de commandement (test des alertes externes notamment).

Les émulseurs non utilisés ou non conformes doivent être évacués du site ou mis sur rétention dans un délai de 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Présence d'un POI et test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
<b>Constats :</b> Le site disposait déjà d'un POI. La dernière version dont dispose l'inspection est la révision 4 de décembre 2021 (date du POI : 25/08/2011). La révision de décembre 2021 consistait en une modification opérationnelle avec un système de marquage des actions à réaliser sur les matériels. Quelques ajustements (numéros de version identique) ont été réalisés depuis pour prendre en compte d'une part l'arrivée du nouveau délégué régional en août 2023, d'autre part les demandes formulées en inspection en avril 2022 (référencement de l'état des stocks dans le POI notamment).  Il est rappelé qu'une convention de collaboration opérationnelle a été établie entre le SDIS et l'exploitant le 26 mai 2020 pour une durée de 3 ans renouvelables tacitement une fois. L'exploitant indique avoir des échanges réguliers avec le SDIS (POI, plan ETARE).  L'exploitant indique que le POI sera mis à jour pour prendre en compte les modifications en cours et à venir sur le dépôt (passage en aérien des canalisations, modification des postes de chargement, protection de la salle de contrôle, construction d'un nouveau bâtiment chauffeurs). Les travaux achevés sur le passage en aérien des canalisations n'engendrent pas de nécessité de procéder à des modifications opérationnelles selon l'exploitant. En revanche, la suppression du poste de chargement camions n°1 et la modification du poste de chargement n°2 nécessiteront des modifications de la défense contre l'incendie et donc du POI.  Ainsi, le POI devrait être révisé en 2025 après la réalisation de l'ensemble des travaux.  <b>Observation n°1 :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection la version actualisée de son POI en 2023 en version informatique et papier (conformément à l'article 7:11 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1999 régissant le fonctionnement de l'établissement). <b>Observation n°2 :</b> Il conviendra d'intégrer au POI un tableau présentant synthétiquement le suivi des différentes versions du POI (cartouche avec les modifications effectuées, datées) ainsi que rédacteurs et approbateurs du document et les destinataires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Test du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test du POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois

dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que des exercices réguliers sont réalisés en interne.</p> <p>En particulier, la défense incendie et les équipements associés sont testés tous les mois. Des scénarios sont simulés avec les opérateurs. Les tests sont enregistrés. Les tests se font en eau à l'exception de la période hivernale où ils sont réalisés « à blanc » en raison de la purge des canalisations pour maintien « hors gel ».</p> <p>Un exercice inopiné en dehors des heures ouvrées a été réalisé le 2 mars 2021.</p> <p>Un compte rendu a été rédigé et fait état d'une bonne réalisation des différentes phases du POI, tout en mentionnant une observation ("bien lire et se référer au POI") et quelques pistes d'améliorations concernant l'équipement de la personne d'astreinte (chasuble fluorescente et casque avec lampe frontale).</p> <p>Les personnels des Centres de Secours d'Aix les bains et de Rumilly viennent régulièrement se familiariser avec les installations du site et faire des exercices.</p> <p><b>Observations n° 3 :</b> L'inspection relève que les exercices réalisés concernent principalement la mise en œuvre des moyens opérationnels sur site. Il conviendra que l'exploitant réalise un exercice de mise en œuvre du POI en 2024 (en incluant notamment le test des alertes des personnes et organismes concernés). A ce titre, un schéma d'alerte ainsi que les messages à diffuser pourraient utilement être intégrés au POI (dans le POI actuel, le déclenchement de l'alerte est intégré à chaque scénario).</p> <p><b>Observation n°4 :</b> L'exploitant fera part des suites données aux pistes d'amélioration identifiées lors de l'exercice du 2 mars 2021.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les personnes intervenant sur le site sont formées par le GESIP. La formation GESIP constitue un passage obligé pour nouveaux arrivants.</p> <p>Des formations sont également dédiées aux personnes d'astreinte de la société de gardiennage .</p> <p>Le rôle des autres personnes intervenant dans la mise en œuvre du POI correspond à leur travail au quotidien. Cela concerne notamment la cellule logistique pour la commande de moyens (détournement des camions venant charger, commandes d'émulseur, d'hydrocureur...), la cellule transmission et la cellule relations extérieures.</p> <p><b>Observations n° 5 :</b> Voir observation n°3. Les exercices de mise en œuvre du POI, au-delà de leur utilité pour le personnel de « terrain », ont aussi pour objectifs de former le personnel en charge de la gestion des secours (DOI, chef PC) pour une bonne maîtrise de la coordination avec les</p>

secours extérieurs et l'alerte. Ainsi, il conviendrait que les exercices POI englobent aussi les autres cellules mentionnées dans le POI.

**Observations n°6 :** Les fonctions des intervenants dans la mise en œuvre du POI seront précisées dans la prochaine mise à jour (DOI, chef PC...). Les personnes habilitées à déclencher le POI seront également précisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Contenu du POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu d'un POI

**Prescription contrôlée :**

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

**Constats :**

- a) Le POI décrit dans sa page 8, les cellules composant le poste de commandement opérationnel. Quatre cellules sont décrites : cellule opérationnelle, cellule logistique, cellule transmission et cellule relations extérieures.

Dans la suite, partie 2 « Mise en œuvre du Plan d'Opération Interne », des fiches réflexes présentent pour chaque scénario retenu les mesures d'atténuation ou de temporisation à mettre en œuvre par le personnel chargé de l'exploitation du dépôt et le personnel chargé de la surveillance

du dépôt.

b) Sans objet (site Seveso seuil bas).

c) Chaque phénomène dangereux identifié dans l'étude de dangers mise à jour en 2016 figure dans le POI, bien que le POI fasse référence (page 13) à l'étude de dangers réalisées en 2010 (à actualiser dans la prochaine mise à jour du POI). Certains phénomènes dangereux sont regroupés pour aboutir à 6 scénarios de POI (feu de nappe cuvette 1, feu de nappe cuvette 2, feu de nappe poste de chargement n°1, feu de nappe poste de chargement n°2 ou en pomperie, feu à l'intérieur d'un bac, déversement accidentel).

Les mesures à prendre pour maîtriser les événements et pour en limiter les conséquences sont décrites avec les équipements de sécurité et les ressources disponibles : moyens de lutte à mettre en place (temporisation en attente de l'arrivée des pompiers et extinction), comparaison des besoins et des moyens disponibles (site non autonome en matière de défense incendie).

d) Les mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte figurent dans les fiches réflexes : évacuation des citernes mobiles présentes sur le site, alerte des personnes présentes dans les bureaux administratifs, attente de l'arrivée des pompiers au bureau d'exploitation ;

Un projet de renforcement de la salle de contrôle/commande (d'une surface de 30 m<sup>2</sup>) va être mis en œuvre compte tenu de sa localisation dans la zone des effets de surpression d'intensité comprise entre 50 et 140 mbar imputable à l'explosion des bacs D1, D2, D3 et B3.

e) Sans objet concernant le PPI (établissement Seveso seuil bas)

f) Les pompiers disposent d'un plan ETARE de l'établissement. Les dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention sont prévues dans chaque fiche réflexe. Le site dispose de 2 accès pompiers. Le personnel d'exploitation et de surveillance doit appeler les pompiers sur la borne CTA de la salle de contrôle, lancer la temporisation et ouvrir les portails pompiers. A l'arrivée des pompiers, ils doivent leur remettre les vannes de la colonne sèche.

Une borne CTA d'appel direct du SDIS est disponible dans la salle de contrôle et a été testée le jour de la visite (test concluant).

g) Le personnel participe à des formations initiales par le GESIP et à des formations continues lors d'exercices mensuels. Le SDIS intervient régulièrement sur le site.

Les dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et coordonner cette action avec les services d'urgence externes ne figurent pas explicitement dans le POI mais les formations à réaliser sont suivies.

h) Le POI n'aborde pas explicitement la question des dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site. L'exploitant indique que la mise en œuvre des dispositions du POI permet d'éviter les effets hors site. En cas d'épandage dans les rétentions en particulier, le produit est confiné dans la rétention. Le POI prévoit en plus de fermer la vanne de vidange de l'étang et les vannes du bassin de rétention avant la demande d'intervention des sociétés de pompage habilitées référencées dans le POI.

Les enjeux hors site sont identifiés (SCI Bellais, dépôt de bouteilles de gaz et quelques habitations à plus de 130 m) et le POI prévoit d'informer ces tiers. Seul le bâtiment SCI Bellais est dans les zones de dangers.

i) Applicable à la prochaine mise à jour du POI, au plus tard le 1er janvier 2026. Il convient de noter que le POI devra être mis à jour avant cette date pour prendre en compte, le cas échéant, la future modification des postes de chargement camions.

j) Ce point n'est pas abordé dans le POI.

**Observation n°7 :**

a) Le nom ou la fonction des personnes habilitées à déclencher le POI et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ne figurent pas de façon suffisamment explicite dans le document actuel. La prochaine mise à jour du POI devra préciser plus



clairement ces éléments.

c) Actualiser la référence à l'étude de danger de 2016 dans la prochaine mise à jour du POI.

d) Préciser la conduite à tenir par les chauffeurs des camions qui doivent évacuer le site et mentionner le point de rassemblement à côté des bureaux administratifs dans la prochaine mise à jour du POI. Les moyens prévus pour alerter le personnel en cas danger pourraient être explicités (alerte par sirène, téléphone, personne physique, etc.).

g), h), i), j) A la prochaine mise à jour du POI, l'exploitant le complétera pour se conformer aux points g), i) et j) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Le cas échéant, le point h) sera également complété (examen de l'utilité de prévoir la mise en place de barrages flottant sur la Deysse, d'un dispositif donnant la direction du vent...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Contenu du POI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contenu du POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

**Constats :**

Cette disposition est applicable à la prochaine mise à jour du POI qui interviendra lorsque le poste de chargement camions sera modifié.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Correspondance POI – EDD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<b>Constats :</b> Les scénarios pris en compte dans le POI sont cohérents avec les accidents et phénomènes dangereux de l'étude de dangers de 2016 (bien que le POI fasse référence à l'étude de dangers de 2010, voir PC n°4 et observation n°7).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.
<b>Constats :</b> Confidentiels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : État des stocks – Inflammables A et Seveso**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1 et 47 – 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suites qui avaient été actées :<ul style="list-style-type: none"><li>- ajouter les grandes familles de mention de dangers des produits et substances stockées quand elles peuvent conduire à un classement au titre d'une rubrique 4XXX de la nomenclature des installations classées; à noter par exemple que le gazole et le fuel sont classés H411 (toxique pour les organismes aquatiques),</li><li>- référencer l'état des stocks dans le POI.</li></ul></li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits,

<p>matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recensement périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b> Les éléments (état des stocks, mentions de dangers) ont bien été intégrés au POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Maintenance et test des émulseurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suites qui avaient été actées : <ul style="list-style-type: none"> <li>- satisfaire aux exigences de l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 1999 concernant la périodicité du contrôle des émulseurs,</li> <li>- le cas échéant, solliciter une demande argumentée de modification de cette prescription au regard des référentiels en vigueur.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Arrêté préfectoral du 24/03/99, article 6.8 Vérifications périodiques L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie fera l'objet de vérifica-</p>

<p>tions annuelles par un organisme agréé.</p> <p>Les différents stockages d'émulseurs de l'établissement feront l'objet d'une analyse de contrôle de leur qualité après tout incident susceptible de les altérer (incident sur les stockages, fausse manœuvre, transvasement, etc...) et au moins une fois par an.</p> <p>Ces analyses seront complétées tous les trois ans par un essai conforme aux normes françaises NF S 60-220 ou NF S 60-225 selon le type d'émulseur, sur feu réel du produit auquel ils sont affectés, essai représentatif de leur capacité d'extinction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a répondu que seuls les émulseurs contenus dans les cuves de 20 m<sup>3</sup> et 10 m<sup>3</sup> étaient nécessaires pour éteindre l'incendie du scénario le plus pénalisant. Ces émulseurs ont été testés en dernier lieu le 13 janvier 2021. Les bulletins d'analyses transmis attestent d'un bon état de conservation des émulseurs, utilisables à 6 % en application directe sur feu d'hydrocarbures et en application indirecte sur feux de liquides polaires (selon la norme européenne 1568-2008).</p> <p>Il est précisé à l'exploitant les éléments réglementaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Règlement 757/2010 sur les PFOS : Les mousses anti-incendie qui contiennent des PFOS sont interdites à la vente et à l'utilisation depuis le 27 juin 2011.</li> <li>– Règlement 2017-1000 (PFOA ou C8). Les mélanges de concentrés de mousse anti-incendie (qui contiennent des PFOA) mis sur le marché avant le 4 juillet 2020 qui doivent être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousse anti-incendie doivent être inférieure à 25µg/l de PFOA. Les émulseurs mis sur le marché après cette date ne doivent pas contenir de PFOA (au-dessus du seuil).</li> <li>– Règlement 2020/784 (PFOA ou C8). Par dérogation, l'utilisation du PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie sous réserve des conditions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Il ne doit pas être utilisé pour la formation.</li> <li>b) Il ne doit pas être utilisé pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus.</li> <li>c) à partir du 1er janvier 2023, l'utilisation de mousses anti incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA n'est autorisé que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets.</li> </ul> </li> </ul> <p>Après cette date ils seront interdits sur tous les sites.</p> <p>L'exploitant déclare que les tests de la défense incendie n'ont jamais été réalisés avec mise en œuvre des émulseurs.</p> <p><b>Demande n°1 :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection un état de la situation du site d'Entrelacs au regard de ces règlements. Cette demande concerne les émulseurs en cuves de 10 et 20 m<sup>3</sup> ainsi que les émulseurs stockés en GRV sur le site.</p> <p>En particulier, les émulseurs fabriqués avant le 27 juin 2011 qui contiennent des PFOS devront être éliminés dans un délai de 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38 et 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• suites qui avaient été actées : Il conviendra que l'exploitant formalise le recensement prescrit à l'article 39 et prenne ses dispositions pour le tenir à disposition de l'inspection.</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 38 : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Article 39 : Dans une distance de 20 mètres des parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou des équipements et appareils visés à l'article précédent, l'exploitant recense les équipements et matériels susceptibles, en cas d'explosion ou d'incendie les impactant, de présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ce recensement est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le recensement a été fait. Aucun équipement n'a été identifié. Ce point sera formalisé dans la prochaine mise à jour du POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Maintenance et test

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 – 3 – 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite qui avait été actée : L'exploitant fera part des suites données à la remarque formulée lors du contrôle du groupe motopompe du 31 août 2021 (contrôle de la crépine d'aspiration).</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle a été réalisé par une société extérieure fin août 2022.</p>
<p><b>Observation n°8 :</b></p> <p>L'exploitant confirmera la bonne réalisation du contrôle de la crépine d'aspiration, justificatifs à l'appui.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Prévention du risque pollution par eaux extinction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54 – 4</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suites qui avaient été actées : Intégrer tous les paramètres de l'article 54-2 de l'arrêté ministériel du 3/10/2010 à la surveillance des eaux rejetées à la Deisse (en respectant le code SANDRE mentionné). Transmettre un programme de surveillance conformément à l'article 54-6 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement des effluents liquides permettent de respecter les valeurs limites imposées au point 54-2 du présent arrêté.</p> <p>Les installations de traitement ou de pré-traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (notamment le débit, la température et la composition).</p> <p>En particulier, les décanteurs et débourbeurs, s'ils existent, sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées au présent article, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire une éventuelle pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin le rejet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant remet en séance les résultats de la surveillance de la qualité des eaux de rejet de la campagne du 19 juillet 2023.</p> <p>L'ensemble des paramètres de l'article 54-2 ont été mesurés. Les résultats sont conformes pour tous les paramètres.</p> <p>Les paramètres zinc et BTEX n'entrant pas dans la composition des produits stockés sur site (fioul et gazole) et les résultats du contrôle mettant en évidence des valeurs inférieures aux seuils de quantification, la surveillance de ces paramètres peut ne pas être poursuivie.</p> <p>Seule la DBO5 est donc à ajouter au programme de contrôle. La surveillance pourra être maintenue à fréquence semestrielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 19 - 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, coup de poing incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

- suite qui avait été actée : Mettre sur rétentions les émulseurs stockés en GRV.

**Prescription contrôlée :**

Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables.

Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il étudie les différentes possibilités pour mettre les émulseurs stockés en GRV sur rétention et qu'il examine en parallèle, la nécessité de conserver ces émulseurs qui ne sont pas requis dans le cadre du plan de défense incendie du site.

Le jour de la visite, la décision n'a pas encore été prise. L'exploitant indique avoir pris contact avec le SDIS pour connaître son intérêt à reprendre ces émulseurs mais n'avoir pas eu de réponse.

Sur le terrain, il est constaté que plusieurs GRV comportant la mention SFPM 6/6 fabriqués en septembre 1998 ne sont pas sur rétention.

Demande n°2 : l'exploitant disposera sous 3 mois les GRV sur rétention ou les éliminera dans des installations dédiées.

**Observations :**

**Mettre sur rétentions les émulseurs stockés en GRV.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois